



## Quelques signes d'amélioration

**A**u quatrième trimestre 2014, l'emploi salarié francilien progresse légèrement (+ 0,1 %). En un an, il augmente de 0,2 %, principalement grâce aux secteurs du commerce et des services. Sa progression annuelle est toutefois freinée par le secteur de la construction qui connaît une forte baisse en 2014. Le taux de chômage francilien reste stable au quatrième trimestre, à 8,9 %, alors qu'il augmente légèrement en France métropolitaine. Après deux mois de relative accalmie, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en février 2015. Les créations d'entreprises sont sensiblement plus nombreuses en cumul sur douze mois, à fin février 2015, que l'année précédente. Les défaillances du dernier trimestre 2014 diminuent par rapport au dernier trimestre 2013. Les ventes de logements neufs augmentent de manière très significative au quatrième trimestre 2014, contrairement au trimestre précédent, et le nombre de logements autorisés à être construits au cours des douze derniers mois reste quasiment stable autour de 61 300 logements. La fréquentation hôtelière des deux premiers mois de l'année 2015 s'avère relativement dynamique.

Denis Rabadeux (Insee Ile-de-France), Athémane Dahmouh (Directe Ile-de-France)

Rédaction achevée le 14 avril 2015

### L'emploi francilien progresse

L'emploi salarié francilien progresse légèrement au quatrième trimestre 2014 (+ 0,1 %) par rapport au trimestre précédent alors qu'il stagne au niveau national. Cette tendance trimestrielle est comparable à celle observée sur la période annuelle (dernier trimestre 2014 par rapport au même trimestre 2013) : + 0,2 % en Ile-de-France et - 0,5 % en France métropolitaine.

Le secteur de l'intérim rebondit ce trimestre en Ile-de-France (+ 3,4 %, soit environ 2 700 postes de plus), notamment dans le secteur de l'industrie (+ 1,2 %) et plus particulièrement la fabrication de matériels de transport (+ 4,8 %). Malgré cela, l'intérim a perdu environ 5 000 postes en un an.

L'emploi salarié du secteur tertiaire marchand hors intérim - plus de 80 % du total de l'emploi salarié marchand - augmente de 0,2 % en Ile-de-France au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent et de 0,7 % en un an. Le secteur des services (hors intérim) reste le principal moteur des créations d'emplois dans la région avec une croissance de 0,2 % au quatrième trimestre 2014 et environ 23 000 postes supplémentaires en un an. L'emploi dans les services marchands confirme sa progression, principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,3 %, soit environ 11 400 emplois supplémentaires en un an), et dans le secteur de l'hébergement et de la restauration avec 3 900 emplois supplémentaires, soit

+ 1,4 % en un an. Dans le commerce, l'emploi progresse aussi en un an (2 000 emplois supplémentaires, soit un gain de 0,3 %) malgré la légère perte du dernier trimestre 2014 (- 0,1 %).

L'emploi continue de reculer dans la construction au quatrième trimestre 2014 (- 1,2 %) totalisant sur l'année 2014 une perte

### 1 L'emploi salarié francilien augmente un peu au quatrième trimestre 2014

Données cvs - indice base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2005

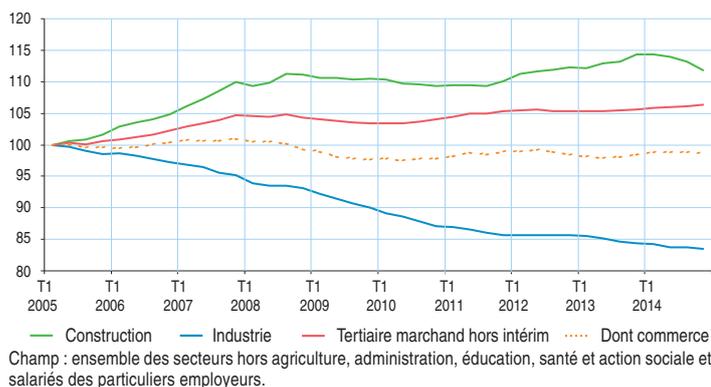


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

## 2 La croissance régulière du tertiaire marchand soutient toujours l'emploi francilien

Données cvs - indice base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2005



de 6 200 emplois (soit - 2,3 % en un an). Dans l'industrie, après une quasi-stagnation au troisième trimestre 2014, l'emploi baisse au quatrième trimestre 2014 (- 0,4 %) totalisant une perte de 5 200 emplois sur l'année (soit - 1,1 % en un an). Cette baisse annuelle est tout de même atténuée par rapport à celle de l'année 2013.

### Le taux de chômage se stabilise en Ile-de-France au quatrième trimestre

Après l'augmentation observée au cours du trimestre précédent, le taux de chômage francilien se stabilise au quatrième trimestre, à 8,9 % de la population active. En France métropolitaine, il augmente légèrement (+ 0,1 point), où il atteint désormais 10,0 %. À un an d'intervalle, le taux de chômage s'est accru de 0,3 point dans la région, légèrement moins rapidement qu'en France métropolitaine (+ 0,4 point). L'écart entre les deux taux est relativement stable depuis plusieurs années. Le

### 3 Le taux de chômage francilien s'accroît de 0,3 point en un an

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



## 5 Les créations d'entreprises plus dynamiques en Ile-de-France qu'au niveau national

Créations d'entreprises	Cumul 12 mois à fin février 2015		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	4 536	59,2	1,7	4,6	-2,4
Construction	15 191	37,6	-4,9	-3,2	-6,0
Commerce, transports, hébergement, restauration	35 599	44,2	9,8	9,2	10,2
Information et communication	12 088	52,4	3,7	-4,5	14,4
Activités financières	4 124	18,3	9,7	14,1	8,8
Activités immobilières	3 893	23,9	7,1	38,3	0,0
Activités de services**	40 689	56,8	5,8	6,2	5,3
Enseignement, santé, action sociale	13 718	63,3	5,1	6,7	2,5
Autres activités de services	10 818	69,2	-1,1	-2,6	2,4
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>140 656</b>	<b>50,8</b>	<b>4,7</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>526 832</b>	<b>52,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>

\* Évolution du cumul de mars 2014 à février 2015 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

\*\* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

chômage augmente en un an dans tous les départements franciliens, mais plus particulièrement en Seine-Saint-Denis (+ 0,6 point). Les disparités régionales évoluent peu : les Yvelines ont le taux de chômage le plus bas de la région (7,4 % au quatrième trimestre 2014) et la Seine-Saint-Denis le plus élevé (13,2 %).

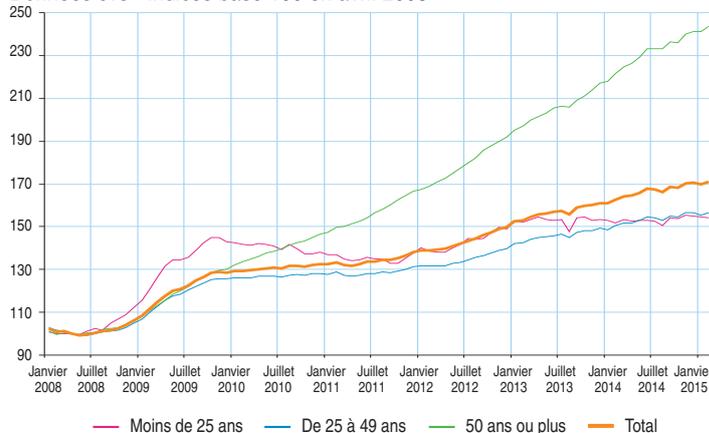
### La hausse des demandeurs d'emploi se poursuit en Ile-de-France

En février 2015, 929 130 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B, C). Ce nombre a progressé de 0,4 % en un mois (+ 0,6 % au niveau national). Cette évolution est conforme à celle, moyenne, des six derniers mois (+ 0,5 %). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 6,1 % en Ile-de-France, soit une hausse équivalente à celle de la France métropolitaine.

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi, 662 820 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Au mois de février, le nombre de ces demandeurs d'emploi progresse de 0,7 % (à comparer à + 0,4 % au niveau national) après deux mois de relative accalmie. Depuis six mois, le rythme de progression mensuel est ralenti pour cette catégorie : + 0,3 % contre + 0,5 % six mois auparavant. Cela s'explique principalement par une moindre dégradation de la situation des seniors sur le marché du travail (+ 0,6 % en rythme mensuel, contre + 1,0 % six mois auparavant). La demande d'emploi chez les jeunes de moins de 25 ans diminue modérément, pour le troisième mois consécutif. Pour les hommes et les femmes, elle augmente de manière similaire sur les six derniers mois, alors qu'elle était plus favorable pour les femmes au premier semestre 2014.

### 4 Nombre de demandeurs d'emploi franciliens stable chez les moins de 25 ans et en augmentation chez les 50 ans ou plus

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Fin février, 400 200 inscrits en catégorie ABC sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 43,1 % des demandeurs d'emploi de la région. Cette part ne cesse d'augmenter (+ 1,6 point par rapport à février 2014) : les demandeurs d'emploi de longue durée continuent en effet à progresser rapidement (+ 0,8 % en moyenne mensuelle depuis août 2014), à un rythme sensiblement plus soutenu que les demandeurs d'emploi de moins d'un an (+ 0,3 % en rythme mensuel).

### Les créations d'entreprises augmentent beaucoup plus rapidement qu'au plan national

À fin février 2015, l'économie régionale a créé presque 141 000 entreprises au cours des douze mois précédents, soit une hausse sensible de 4,7 % par rapport à la même période de l'année précédente (seulement + 0,6 % au niveau national).

Au cours de cette période, les créations d'entreprises autres que micro-entreprises augmentent désormais plus rapidement que les micro-entreprises, tant dans la région (5,0 % contre 4,4 %) qu'en France métropolitaine (1,0 % et 0,2 %). La création d'entreprises reste le fait, pour un peu plus de la moitié, de micro-entrepreneurs.

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien sont toujours motrices en termes de créations, avec presque 41 000 entreprises créées au cours de la période considérée, soit 5,8 % de plus qu'au cours de la même période précédente. Les créations d'entreprises dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration se situent aussi à des niveaux élevés, avec 35 600 entreprises créées, soit presque 10 % de plus qu'au cours de la période précédente. Le secteur de la construction, avec à peine 15 200 entreprises créées (- 4,9 %) est le moins dynamique.

Le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours du dernier trimestre de 2014 a diminué en Ile-de-France par rapport au dernier trimestre 2013 (- 4,1 %), comme en France métropolitaine (- 6,3 %). Les grèves au sein des greffes des tribunaux de commerce, au cours du mois de décembre 2014, pourraient expliquer pour partie ce constat. Au total, au cours de l'année passée, les défaillances ont cependant globalement augmenté par rapport à 2013 (+ 2,5 %), de manière légèrement moins marquée que ce qu'on observait à la fin du troisième trimestre en année glissante (+ 3,4 %). L'industrie, le soutien aux entreprises et l'information et la communication sont les seuls secteurs où le nombre de défaillances a diminué entre 2013 et 2014.

### 6 Moins de défaillances jugées en Ile-de-France au cours des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Source : Fiben Banque de France

### Rebond des ventes de logements

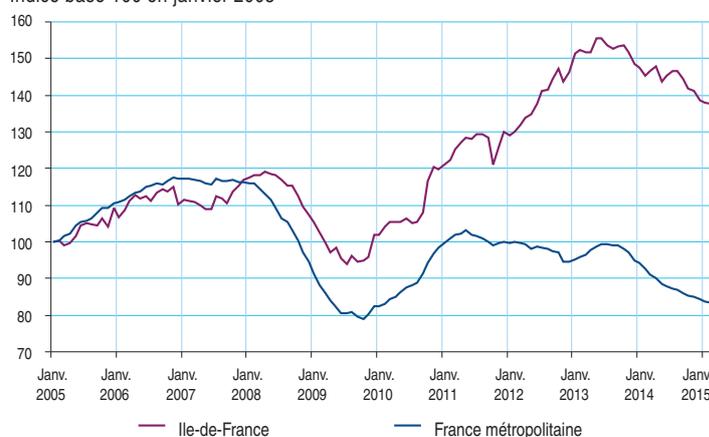
Après une baisse très sensible au troisième trimestre 2014, les ventes de logements neufs rebondissent en Ile-de-France au quatrième trimestre : + 25,2 % par rapport au troisième trimestre 2014 (+ 23,8 % en France métropolitaine). Cette amélioration permet ainsi d'atténuer

la baisse en cumul annuel (- 6,3 %). Les prix de vente de logements neufs au m<sup>2</sup> diminuent légèrement dans la région (- 3,1 % au quatrième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent), mais sont quasiment stables (+ 0,5 %) par rapport au quatrième trimestre 2013.

Fin février 2015, les perspectives d'activité de construction de logements neufs sont presque stables : le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois ne diminue que de 0,8 % par rapport aux douze mois précédents, soit 61 300 logements autorisés contre 61 800 au cours des douze mois précédents. Au niveau national, le bilan est plus négatif (- 6,4 %). En Ile-de-France, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois se contracte (- 5,3 % par rapport aux douze mois précédents, soit 57 100 logements commencés contre 60 300 sur les douze mois précédents). La surface des locaux dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois a également reculé (- 8,1 % par rapport aux douze mois précédents). La surface des locaux autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois s'est franchement repliée (- 21,6 % par rapport aux douze mois précédents), comme au niveau national (- 12,9 %).

### 7 Baisse du nombre de logements commencés en Ile-de-France

Indice base 100 en janvier 2005



Source : SOeS - base de données Sit@del2

À compter des résultats diffusés fin février 2015, de nouveaux indicateurs visant à retracer les autorisations et les mises en chantier à leur date réelle sont diffusés. Ces nouvelles séries améliorent le diagnostic conjoncturel produit à partir de la base Sit@del2, en corrigeant notamment les éventuels défauts de collecte. Pour plus d'informations, consulter le site du SOeS [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr).

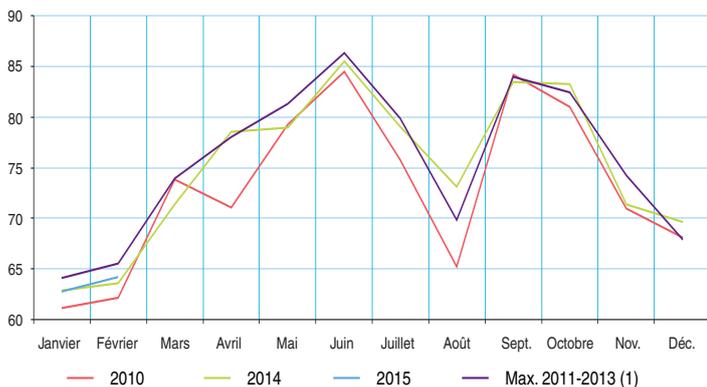
### Activité hôtelière plus soutenue en début d'année

En Ile-de-France, le nombre de nuitées dans les hôtels au cours des deux premiers mois de l'année 2015 n'a pas pâti des événements dramatiques de janvier (+ 2,1 % par rapport aux mois de janvier et février 2014). À fin février, le cumul au cours des douze derniers mois affiche cependant une légère diminution par rapport aux douze mois précédents. Les taux d'occupation des deux premiers mois de l'année sont au niveau de ceux de 2014.

Le nombre de nuitées dans la région, toutes provenances confondues, s'est replié d'environ 550 000 au total, soit - 0,8 % en un an sur la période de mars 2014 à février 2015. C'est sensiblement inférieur à ce qui était observé lors du précédent exercice, à fin novembre 2014. Ce recul ne concerne que la clientèle étrangère (- 620 000 nuitées, soit - 1,6 %) alors que la clientèle française est en légère hausse (environ 70 000 nuitées de plus, soit + 0,3 %). Le nombre d'arrivées de clients étrangers n'ayant que très légèrement diminué (- 0,6 %), c'est la durée moyenne du séjour qui s'est raccourcie. Parmi ces étrangers, la clientèle européenne est venue en moins grand nombre (- 380 000 nuitées, soit - 1,8 %). L'afflux de touristes espagnols (+ 175 000 nuitées) n'a

## 8 La fréquentation hôtelière du début d'année est proche de celle de 2014

Évolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



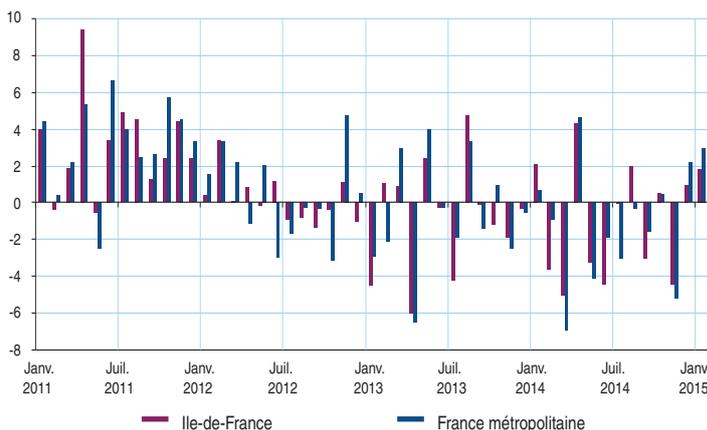
(1) Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Sources : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

pas compensé le recul des Russes et des Allemands (- 500 000 nuitées pour l'ensemble de ces deux clientèles), et dans une moindre mesure des Britanniques et des Suisses (environ - 100 000 nuitées chacun). Au-delà de l'Europe, c'est la clientèle en provenance du Proche et Moyen Orient qui est en plus forte progression : environ 250 000 nuitées de plus par rapport à l'an passé, pour la période considérée (+ 15,8 %). A contrario, les clientèles australienne, chinoise et japonaise ont boudé la région au cours de la période, à hauteur de - 500 000 nuitées au total. Les touristes en provenance des Amériques sont venus plus nombreux (+ 45 000 arrivées), mais sont restés globalement moins longtemps (- 145 000 nuitées). ■

## 9 Progression des nuitées au cours des deux premiers mois de 2015

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Sources : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

### Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Kloé Masselier  
 Crois de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol  
 CRT : Aurélian Catana  
 Pôle emploi : Philippe Ricard  
 PRIF : Christophe Centonze  
 Région Ile-de-France : Florence Rey

### Contexte national - Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au quatrième trimestre 2014 (+ 0,1 %). Au premier semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à + 0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait + 1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % en France y compris DOM mi-2015.

### Contexte international - Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Insee Ile-de-France  
 1 rue Stephenson  
 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :  
 Sylvie Lagarde  
 Rédactrice en chef :  
 Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637  
 © Insee 2015

### Pour en savoir plus

- « Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, mars 2015.
- « Une économie francilienne encore hésitante », *Insee Conjoncture Ile-de-France n° 3*, janvier 2015.
- « Les freins se desserrent un peu », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, décembre 2014.

